

*Initiatives ministérielles*

Il paraît que, chaque baisse d'un point pour cent signifie une économie d'un peu plus de 2 milliards de dollars en paiements d'intérêt au cours de la première année seulement. Ce montant augmenterait au cours des années subséquentes.

Il me semble que si nous voulons vraiment nous attaquer à la réduction du déficit, il nous faut diminuer le taux d'intérêt. Le NPD n'est pas seul à dire au gouvernement que les taux d'intérêt doivent baisser encore. Doug Peters, économiste principal de la banque Toronto-Dominion, a signalé au gouvernement qu'il devait réduire le taux d'intérêt. Le milieu des affaires dit la même chose au gouvernement depuis quelque temps.

Il est ironique de voir les services publics de ce pays, les services publics de nos provinces emprunter aux États-Unis, par l'intermédiaire de banques canadiennes, afin de profiter d'un taux moins élevé, et de payer moins d'intérêts. Cela ne réussit qu'à exacerber le problème de la balance des paiements et à contribuer à la mentalité de joueur de notre pays.

Le problème est grave, et le gouvernement peut faire tous les tours de passe-passe qu'il désire en laissant croire aux Canadiens qu'il est très sérieux dans la mise en place de ce processus. «Regardez combien nous déposons dans ce compte spécial! Voyez comme nous sommes efficaces!»

Je tiens à déclarer que ce gouvernement doit tenir compte des intérêts des citoyens de ce pays. On nous dit, par exemple, et cette remarque ne vient pas uniquement du NPD, que le problème du chômage prend des proportions gigantesques.

Il existe officiellement 1,5 million de chômeurs. Ce phénomène draine notre économie puisque ces gens profitent des systèmes de survie de la nation et qu'ils ne participent plus, bien entendu, à la productivité.

Le gouvernement ne s'inquiète pas de ce phénomène; il me semble que lorsque les premiers ministres se sont réunis afin d'être consultés, avant la présentation du budget, ils ont tous dit la même chose; j'ai vu un schéma résumant leurs suggestions et ils ont tous mentionné la nécessité de relancer l'économie en créant un fonds pour les infrastructures municipales. Au cours de la première année, en consacrant un peu plus d'un milliard de dollars aux infrastructures municipales, on créerait, durant cette même période, 63 000 emplois.

À mon avis, le gouvernement passe son temps au Parlement à jouer avec les sentiments du public. Il encourage les enfants à livrer des journaux pour faire un peu d'argent qu'ils y verseraient pour réduire le déficit dans les délais qu'il a fixés. Pendant ce temps, les Reichman et compagnie s'en tirent presque sans payer d'impôt.

• (1340)

Le ministre a eu l'effronterie et le culot de laisser entendre dans son budget que, depuis 1969, certaines compagnies d'assurance, les plus grandes et les plus rentables, n'ont presque pas payé d'impôt dans ce pays.

En 1990, Confederation Life a réalisé un bénéfice net de 106 millions de dollars et n'a pas payé un cent d'impôt dans ce pays. C'était en 1990, une année difficile, une année de récession, et cette compagnie a complètement échappé à l'impôt.

Or, le ministre a eu à dire dans son budget qu'il fallait éliminer cette échappatoire dès maintenant. Au lieu de s'amuser à deviner sous quel gobelet se cache le petit pois, comme on le fait à la foire, je demanderais qu'on arrête tout simplement ce petit jeu.

Nous voulons que quelque chose de sérieux soit fait pour réduire le déficit. Il faut commencer, d'abord et avant tout, par baisser les taux d'intérêts.

Ensuite, supposons que nous puissions remettre 500 000 Canadiens au travail. Je n'ai pas fait le calcul, mais je suis sûr que ceux qui nous écoutent le feront. Ils paieront des impôts directs et indirects sur leur revenu et sur leurs achats. Ils seront productifs. Imaginez-vous à quel point nous pourrions réduire le déficit. Si l'on pouvait ramener le taux de chômage à 4 p. 100, ne serait-ce pas merveilleux? Le déficit serait nul. Il serait complètement éliminé.

Je crois que ce gouvernement s'adonne à des tours de passe-passe et qu'il n'a absolument rien fait pour s'attaquer aux vrais problèmes. Il pourrait régler ces problèmes sans renoncer à son idéologie conservatrice. Nous pouvons tous reconnaître que toute la question se ramène à remettre les Canadiens au travail.

Les édiles municipaux du Canada ne sont pas des néo-démocrates. Ils représentent la masse de la population et ils ont dit au gouvernement: «Écoutez, nous avons besoin de revitaliser notre infrastructure.» En fait, on pourrait envisager la question du point de vue non seulement de la relance de l'économie puisqu'on remettrait